

L'ARC en ciel

n°14
Août 2025

Journal CGT des ESI de

Lille,
Amiens,
Rouen et
Caen



Centres Informatiques En Lutte pour ne pas subir, pour proposer, pour gagner tous ensemble !

Contractuels

À travail égal, pas de salaire égal !

De nombreux contractuels recrutés en 2022 arrivent au terme de leur contrat à durée déterminée (CDD) en 2025. C'est notamment le cas pour trois collègues de l'ESI d'Amiens. La direction de la DiSI leur a proposé un nouveau CDD de 3 ans. Il aurait été juste que le salaire fixé pour ce nouveau contrat prenne appui sur la circulaire Borne de 2024. En effet, depuis cette date les contractuels recrutés bénéficient d'un salaire supérieur en moyenne entre 300 et 400 euros à ceux recrutés avant 2024. Pour la Direction Générale, l'absence de traduction de cette circulaire au niveau ministériel ne permet pas son application au sein de la DGFIP en matière de revalorisation. Ce sont donc les règles de droit commun prévues par l'instruction du secrétariat général qui s'appliquent pour la revalorisation triennale, soit une augmentation comprise entre 0 et 6 %. La direction a donc proposé pour solde de tout compte une augmentation de 5 % aux collègues concernés.

À la demande des collègues, la CGT est intervenue auprès de la DiSI pour condamner cette injustice : à travail égal, qualification égale, le salaire n'est pas égal. Nous avons exposé les arguments suivants :

- le salaire des contractuels programmeurs recrutés avant 2024 est inférieur à celui de jeunes programmeurs titulaires prime TAI incluse,
- les trois collègues concernés sont tous qualifiés, formés, parfaitement intégrés et donnent entièrement satisfaction pour l'accomplissement de leur mission au sein du pôle développement,



Édito

- les effectifs du service sont en tension : 3 A analystes et 1 B programmeur déjà vacants, trois départ à venir vers l'ENFIP. Le départ

de ces trois contractuels en cas de non-renouvellement aurait une conséquence importante pour le service,

- les missions de développement confiées à l'ESI d'Amiens dans le domaine foncier (ACCORD, NFO...) sont très sensibles pour la DGFIP. La stabilité des effectifs est essentielle,
- le recrutement de trois nouveaux contractuels pour éventuellement remplacer ces potentiels trois départs auraient un coût supérieur à une revalorisation minimale des trois contrats existants : alignement du salaire des nouveaux sur la grille Borne, formation technique à financer, temps pour les collègues du service pour former les nouveaux.

Finalement après intervention de la CGT et après avoir repris contact avec la centrale, s'agissant de métiers en tension, la direction a précisé que la limite supérieure de revalorisation pouvait être portée à 8%. Au final, en "cohérence" avec la proposition précédente (-1 % par rapport au plafond), la direction de la DiSI a proposé aux collègues une augmentation de salaire de 7%.

Pour la CGT Finances Publiques le compte n'y est pas, les contractuels sont avant tout des collègues et non des variables d'ajustement et la précarité de leur statut ne doit pas les rendre corvéables à merci et leur voir imposer des salaires différents pour un même travail.

Déclic, le site Internet de la CGT DiSI Nord

Actualités locales et nationales ; comptes-rendus d'instances, de réunions, de groupes de travail ; informations sur vos métiers, vos missions, votre carrière ; et prise de contact avec vos représentants élus, tout est sur Déclic, le site Internet de la section CGT de la DiSI Nord :

<https://disi-nord.cgtfinancespubliques.fr/>

Au bout du rouleau

Les conditions de travail se dégradent... Le management devient toxique... Le boulot perd son sens dans le cadre d'un service rendu au public... Les postes sont supprimés, les collègues ne sont pas remplacés et la charge de travail augmente... Cela fait déjà plusieurs années que la CGT s'inquiète de l'ambiance plus que morose dans les services et sur le désarroi de certains collègues, de plus en plus nombreux. En instances, tant nationales que locales, nous avons alerté la hiérarchie sur le nombre préoccupant de suicides et de tentatives de suicides à la DGFIP : 12 depuis le début de l'année 2025, auxquels on ajoute 8 tentatives. Un retour poli, neutre, froid, vaguement compatissant *"nous sommes conscients de cette problématique"*, ou le renvoi vers les plateformes de soutien psychologique, est ce que l'on peut obtenir de mieux comme réponse...

Et pourtant, des collègues continuent de tenter de mettre fin à leurs jours. Cela fait déjà des années que le phénomène est présent et qu'il ne cesse de s'amplifier. L'article publié dans le journal *Le Monde* début juillet sur ce terrible état de fait n'a pas eu l'air d'émouvoir beaucoup en haut lieu. À peine la directrice générale a-t-elle enfin daigné autoriser le droit d'enquête systématique en cas de suicide que nous réclamions depuis longtemps. Merci pour cette grande bonté et cette preuve d'humanité. On commençait à avoir des doutes.

Il n'y a qu'à voir la réaction du ministre Éric Lombard – honteuse et cynique. *"C'est une situation que nous suivons,*



que je n'estime pas liée à des raisons ni d'organisation, ni de charge de travail, ni de management". Notre bon ministre a pourtant mis le doigt sur le cœur du problème mais préfère le déni et la protection de ses copains cadres supérieurs. On ne sait jamais, s'il a besoin d'un reclassement.

Bien sûr, les causes d'un passage à l'acte peuvent être multiples et c'est un sujet avant tout intime et personnel. Néanmoins, le temps passé au boulot est important dans la vie de tout un chacun, c'est pourquoi, le cadre et les conditions de travail se doivent d'être saines et apaisées pour ne pas en rajouter à une situation personnelle difficile. Ce qui n'est pas toujours le cas dans notre administration, loin de là ! À l'heure où l'on érige la santé mentale comme une grande cause nationale, la DGFIP se doit d'assumer ses responsabilités et doit, très rapidement, redevenir un employeur vertueux qui se soucie de la santé de ses agents !

Actu retraites



La délétère réforme des retraites de Macron, pour la CGT c'est toujours d'actualité et le combat n'est pas terminé ! Aussi, nous nous réjouissons de voir, le 5 juin dernier, l'adoption à l'Assemblée Nationale, de la résolution intitulée *"l'impérieuse nécessité d'aboutir à l'abrogation des mesures les plus régressives de la réforme des retraites"*.

Ce texte, présenté lors de la niche parlementaire du groupe "Gauche démocrate et républicaine" a été adopté par 198 voix *pour*, sur 233 suffrages exprimés. Ce 5 juin, la réforme des retraites était enfin débattue au sein de l'hémicycle, lieu de représentation nationale. C'était bien une grande première puisque celle-ci avait été imposée par la force du 49-3, sans vote et sans débat ! Le résultat de ce vote parlementaire – certes symbolique puisqu'il n'est pas contraignant pour le gouvernement en place – prouve néanmoins que cette réforme honteuse suscite toujours l'opposition de la population et de ses représentants.

C'est la guerre

Une année noire pour le monde du travail et de nouveaux cadeaux consentis au monde de l'entreprise, c'est ce qu'a annoncé le premier ministre François Bayrou, tranquillement... au cœur de l'été. Le moment n'est pas choisi au hasard bien sûr, en pleine trêve parlementaire estivale, l'auto-désigné (ou presque) premier ministre ne risque pas de censure immédiate et se réjouit de conserver son trône pour quelques semaines encore... Nul doute qu'il profitera de cette période pour mettre en place des négociations d'appareil.

Et pourtant, dans ce qu'a énuméré Bayrou, il n'y a rien à négocier : le projet budgétaire de ce gouvernement illégitime est brutal pour les travailleuses et les travailleurs et protège à nouveau les plus riches. Le plan voulu par le gouvernement vise surtout à réduire les dépenses : pour cela, ce sera gel des pensions des retraités et des prestations sociales, déremboursement de certains médicaments, suppression de deux jours fériés. Le symbole de la suppression du 8 mai férié, commémorant la victoire sur le nazisme à l'issue de la Seconde Guerre Mondiale, pour financer et relancer une économie de guerre est fort !

Et on tape encore et toujours sur la Fonction Publique. 3000 postes seront supprimés (nul doute que la DGFIP sera à nouveau mise à contribution), on prévoit le non remplacement d'un fonctionnaire sur trois. Ce sera encore moins de professeurs, d'infirmiers, de pompiers... Alors que la population ne cesse de réclamer davantage de services publics. En parallèle, on va aussi brader le patrimoine de l'État et supprimer des agences d'état qui œuvrent pourtant pour le bien commun, par exemple en matière d'énergie, de recherche ou d'environnement.

Encore des économies demandées aux plus modestes alors que les grandes entreprises ont récemment bénéficié de 73 milliards de baisse d'impôts et touchent 211 milliards d'aides publiques ! Pour la CGT, c'est non ! Mille fois non ! Nous dénonçons cette fuite en avant austéritaire et ses annonces aussi injustes qu'inefficaces. Macron et Bayrou veulent la guerre ? Ils risquent de l'avoir. De telles mesures ne peuvent avoir qu'un impact violent sur une population déjà plongée en partie dans la pauvreté. Ces mesures mettent en péril notre avenir commun en faisant fi de la transition écologique, de la recherche, de l'éducation et de la santé.



Bienvenue à la DiSI Nord

La CGT souhaite la bienvenue à la DiSI Nord à nos collègues et une bonne installation dans leur nouveau service.

- Bruno Adam – ESI d'Amiens
- Hidouche Ait Youcef – ESI de Rouen
- Florian Assie – ESI de Caen
- Lucas Bailly – ESI de Rouen
- Lucie Broussart – CID d'Arras
- Michèle Carlier – ESI de Lille
- Rémy Chambeurlant – CID de Boulogne-sur-Mer
- Hugo Culpin – CID de Laon
- Marianne Demoulin – ESI d'Amiens
- Claudia De Filippis – ESI d'Amiens
- Alexandre Fourmy – ESI d'Amiens
- Charlène Gosselin – ESI de Rouen
- Clément Laurent – ESI de Caen
- Louis Lebret – ESI de Rouen
- Romain Le Poutlier – ESI de Rouen
- Abdsamad Lkoun – ESI de Lille

- Jarod Lourenco – ESI de Caen
- Kossi Midadje – DiSI Siège
- Anthony Maurice – ESI de Rouen
- TERENCE Moreau – ESI de Rouen
- Gilles Paymal – CID de Laon
- Rémy Petit – ESI d'Amiens
- Emmanuel Pretre – ESI de Rouen
- Léopold Rodts – ESI de Caen
- Paul Roger – ESI de Rouen
- Abraham Samba – ESI de Caen
- Logan Sedon – ESI de Lille
- Florian Segard – DiSI Siège
- Ludovic Testart – ESI d'Amiens
- Jules Vandewielle – ESI de Rouen
- Damien Van Mechelen – ESI de Caen
- Sylvain Willay – ESI d'Amiens

Les joies de Windows 11

Le déploiement généralisé de Windows 11 au cœur de la période estivale fut un joyeux bordel... Même si en haut lieu, on jure que tout s'est bien passé et que seuls quelques (tout petits) problèmes sont à noter, la bascule sur ce nouveau système d'exploitation a généré bien des complications pour nos collègues dans les services et, par voie de conséquence, pour les équipes d'assistance.

Comme bien souvent, on a découvert les problèmes quand les déploiements massifs étaient terminés. Des tests ont-ils été effectués en amont sur des échantillons de postes de travail représentatifs ? Visiblement non. Le passage à Windows 11 est à l'origine d'une foule de soucis, du plus simple au

plus complexe : la perte de modèles de réponses-types, la disparition du pense-bête, des problèmes d'ouverture et d'impression de documents, des fonctionnalités disparues dans certaines applications, un outil de capture d'écran plus complexe et chronophage que le vénéré Greenshot, ou encore l'accès bloqué à de nombreux sites ou portails externes à la DGFIP... La liste n'est pas exhaustive.

Les collègues, pour certains déjà excédés de leurs conditions de travail, ne comprennent pas cette régression de leur environnement informatique. Côté assistance : aucune formation généralisée, aucune consigne claire concernant la sécurité des procédures... Rien. Alors, consciencieux, les assistants cherchent la réponse, des solutions de contournement ; appliquent une consigne, respectent un ordre, puis un contre ordre. Les sources d'informations sont diverses, variées, contradictoires... À nous voir tâtonner, à nous sentir hésitants, les collègues que l'on est sensés dépanner tantôt compatissent quand ils sont sympas, tantôt nous prennent pour des cons quand ils sont agacés, tantôt sombrent avec nous quand leur moral est bas.

Les élus CGT avaient réclamé il y a de longs mois déjà des postes Windows 11 pour les assistants utilisateurs afin que ceux-ci puissent se faire la main sur ce nouveau système. Finalement, les collègues de nos AT seront les derniers équipés car leurs postes actuels ne sont pas compatibles avec Windows 11. Les cordonniers sont toujours les moins bien chaussés. C'est drôle non ? Vu le contexte plus que morose à la DGFIP, non, pas tant que ça...



Culture

Une histoire de la conquête spatiale par Irénée Régnauld et Arnaud Saint-Martin

Le sous-titre pose les choses : *des fusées nazies aux astrocapitalistes du New Space*. Les auteurs – l'un sociologue et l'autre chercheur au CNRS – à travers un travail de recherche fourni et pointu, livrent une autre vision de la conquête spatiale, loin de celle idéalisée que l'on sert habituellement dans les reportages des médias "mainstream" et dans les discours politiques.

Savez-vous qu'au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, la plupart des programmes spatiaux occidentaux ont été entrepris grâce à l'expertise d'ingénieurs nazis, y compris en France ? Savez-vous que de nombreux programmes de recherches scientifiques en France ont été amputés ou annulés à cause d'une simple volonté politique de participer à la Station Spatiale Internationale ? Savez-vous que l'essentiel du budget consacré aujourd'hui au spatial, tous

pays confondus, a une vocation militaire et que la part consacrée à la science et à la connaissance peine à atteindre 5 % ?

C'est de cela dont parle l'ouvrage de Régnauld et Saint-Martin : une lecture presque salutaire alors que la conquête de la Lune et de Mars sont de nouveau d'actualité. Elon Musk, le mégalo proprio de l'agence Space X, a révélé son véritable visage ces derniers

mois, mais il n'est pas le seul. À bas bruits, d'autres industriels du spatial continuent sans relâche leur lobbying industriel en se foutant comme de l'an 40 des répercussions négatives sur les questions environnementales et sociétales, continuant à dégueulasser des terres fertiles avec leurs bases de lancement et à encombrer l'orbite terrestre avec leurs mégaconstellations de satellites et de débris spatiaux.

Un conseil : levez le nez vers le ciel pour y regarder les planètes, la Lune ou les étoiles ! Dépêchez-vous, bientôt, il n'y aura plus là-haut à voir que des engins artificiels et le spectacle du Cosmos ne sera plus qu'un souvenir.

